

5° le § 4 est complété par un deuxième alinéa, comme suit :

“A partir du 1<sup>er</sup> novembre 2009 jusqu’au 31 décembre 2009 inclus, il est interdit dans les zones-c.i.e.m. VIII<sup>f</sup>, g que les captures totales de plies par voyage en mer réalisées par un navire de pêche d’une puissance motrice supérieure à 221 kW dépassent une quantité égale à 200 kg multiplié par le nombre de jours de navigation réalisées au cours de ce voyage en mer dans les zones-c.i.e.m. en question.”

**Art. 11.** Dans l’article 24 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans les § 4 et 5 le mot “décembre” est remplacé par le mot “octobre”.

2° le § 4 est complété par un deuxième alinéa, comme suit :

“Dans la période du 1<sup>er</sup> novembre 2009 jusqu’au 31 décembre 2009 inclus, il est interdit dans la zone-c.i.e.m. VIIA que les captures totales de cabillauds par voyage en mer, réalisées par un bateau de pêche dont la puissance motrice est égale ou inférieure à 221 kW dépassent une quantité égale à 200 kg, multiplié par le nombre de jours de navigation réalisés au cours de ce voyage en mer dans la zone-c.i.e.m. en question.”

3° Le § 5 est complété par un deuxième alinéa, comme suit :

“Dans la période du 1<sup>er</sup> novembre 2009 jusqu’au 31 décembre 2009 inclus, il est interdit dans la zone-c.i.e.m. VIIA que les captures totales de cabillauds par voyage en mer, réalisées par un bateau de pêche dont la puissance motrice est supérieure à 221 kW dépassent une quantité égale à 400 kg, multiplié par le nombre de jours de navigation réalisés au cours de ce voyage en mer dans la zone-c.i.e.m. en question.”

**Art. 12.** Dans l’article 26 § 4 alinéa 3 du même arrêté, modifié par les arrêtés ministériels des 28 janvier 2009, 23 avril 2009, 23 juin 2009 et 24 août 2009 sont biffés les mots “, jusqu’au moment que le quota est épuisé pour 60 % ,”.

**Art. 13.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 2009 à l’exception des articles 7 et 9, qui entrent en vigueur respectivement le 16 septembre 2009 et le 16 octobre 2009. Cet arrêté cessera d’être en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2010.

Bruxelles, le 23 octobre 2009.

Le Ministre flamand de l’Economie, de la Politique extérieure,  
de l’Agriculture et de la Politique de la Ruralité,  
K. PEETERS

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 3682

[2009/204874]

#### 22 OCTOBRE 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l’arrêté du Gouvernement wallon du 9 septembre 2004 relatif à l’application du prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (CE) n° 1234/2007 du Conseil du 22 octobre 2007 portant organisation commune des marchés dans le secteur agricole et dispositions spécifiques en ce qui concerne certains produits de ce secteur (règlement “OCM unique”), modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 491/2009 du Conseil du 25 mai 2009;

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l’agriculture, de l’horticulture et de la pêche maritime, l’article 3, § 1<sup>er</sup>, 1°, remplacé par l’article 214, 1°, de la loi du 29 décembre 1990 portant des dispositions sociales;

Vu l’arrêté du Gouvernement wallon du 9 septembre 2004 relatif à l’application du prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l’Autorité fédérale;

Vu l’avis de l’Inspection des Finances, donné le 20 août 2009;

Vu l’accord du Ministre du Budget, donné le 4 septembre 2009;

Considérant que, dans la poursuite des assouplissements entamés dans la gestion des quotas, il y a lieu, d’une part, de porter au 30 novembre la date limite d’introduction des demandes de conversion (osmose) définitive de quota livraisons en quota ventes directes ou inversement comme pour l’introduction des dossiers de transferts définitifs et, d’autre part, d’uniformiser, par souci d’équité, la retenue à effectuer par les acheteurs de lait, lorsque les producteurs dépassent leur quota livraisons, en vue du paiement de l’éventuel prélèvement;

Vu l’avis 47.185/4 du Conseil d’Etat, donné le 7 octobre 2009, en application de l’article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois sur le Conseil d’Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l’Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l’article 3, 1°, de l’arrêté du Gouvernement wallon du 9 septembre 2004 relatif à l’application du prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers, les mots “31 juillet de la première période concernée par cette modification. Toutefois, en cas de libération de tout ou partie des quantités de référence telle que prévue à l’article 15, la demande pour obtenir une modification définitive ou l’établissement définitif de quantités de référence à libérer peut être introduite jusqu’au” sont supprimés.

**Art. 2.** Dans l’article 18, § 2, du même arrêté, l’alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« A partir du septième mois de la période, soit dès le mois d’octobre, lorsque les quantités corrigées de lait livré par un producteur dépassent le quota livraisons dont il dispose, l’acheteur doit retenir, à titre d’avance pour le prélèvement éventuel une partie du prix du lait sur toutes les livraisons de ce producteur excédant son quota livraisons connu au moment du ou des dépassements.

Pour la période 2009-2010, la partie du prix à retenir à titre d’avance est de € 19 par 100 kilos ou 97,1 litres de lait livrés. Elle est versée par l’acheteur, auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations du Service public fédéral des Finances, ou auprès de tout organisme bancaire, au nom du producteur concerné par la retenue.

Lors du calcul du prélèvement de la période concernée, cette avance vient en déduction de l'éventuel prélèvement dû par le producteur. Le cas échéant, après cette déduction, le reliquat de l'avance lui est remboursé.

A défaut de prélèvement dû par le producteur, l'avance lui est remboursée. »

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 4.** Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 22 octobre 2009.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité,  
de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,  
B. LUTGEN

#### ÜBERSETZUNG

#### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 3682

[2009/204874]

#### 22. OKTOBER 2009 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. September 2004 über die Anwendung der Erhebung im Sektor Milch und Milcherzeugnisse

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1234/2007 des Rates vom 22. Oktober 2007 über eine gemeinsame Organisation der Agrarmärkte und mit Sondervorschriften für bestimmte landwirtschaftliche Erzeugnisse dieses Sektors (Verordnung über die "einheitliche GMo"), zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 491/2009 des Rates vom 25. Mai 2009;

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, insbesondere des Artikels 3 § 1<sup>o</sup>, ersetzt durch Artikel 214 1<sup>o</sup> des Gesetzes vom 29. Dezember 1990 zur Festlegung sozialer Bestimmungen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. September 2004 über die Anwendung der Erhebung im Sektor Milch und Milcherzeugnisse;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des am 20. August 2009 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 4. September 2009 abgegebenen Gutachtens des Ministers des Haushalts;

In der Erwägung, dass im Sinne einer Weiterführung der eingeführten flexibleren Gestaltung der Quotenregelung folgende Maßnahmen zu treffen sind: einerseits die Verlängerung der äußersten Frist für das Einreichen der Anträge auf die endgültige Umwandlung (Osmose) von Lieferquoten in Direktverkaufsquoten oder umgekehrt sowie für das Einreichen der Akten auf endgültige Übertragung, und andererseits im Sinne der Gleichbehandlung die Harmonisierung der Einbehaltung, die von den Käufern getätigt wird, wenn die Erzeuger ihre Lieferquote übersteigen, um die ggf. anfallende Abgabe zu zahlen;

Aufgrund des am 7. Oktober 2009 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 1<sup>o</sup> der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 47.185/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Artikel 3 1<sup>o</sup> des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. September 2004 über die Anwendung der Erhebung im Sektor Milch und Milcherzeugnisse wird durch folgenden Wortlaut ersetzt "1<sup>o</sup> wenn es sich um einen Antrag handelt, um eine endgültige Abänderung oder die endgültige Festlegung der Referenzmengen zu erwirken, spätestens am 30. November des betreffenden Zeitraums".

**Art. 2** - In Artikel 18 § 2 desselben Erlasses wird Absatz 4 durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«Ab dem siebten Monat des Zeitraums, d.h. ab dem Monat Oktober, wenn die korrigierten Mengen der von einem Erzeuger gelieferten Milch die Lieferquoten, über die er verfügt, übersteigen, ist der Käufer verpflichtet, als Vorschuss auf die ggf. geschuldete Abgabe einen Teil des Milchpreises auf alle Lieferungen dieses Erzeugers, die die zum Zeitpunkt der Überschreitung(en) bekannten Lieferquoten übersteigen, einzubehalten.

Für den Zeitraum 2009-2010 beträgt der Teil des Preises, der als Vorschuss einzubehalten ist, € 19 pro 100 Kg oder 97,1 Liter der gelieferten Milch. Er wird durch den Käufer bei der Hinterlegungs- und Konsignationskasse des Föderalen Öffentlichen Dienstes Finanzen oder bei jeder sonstigen Finanzeinrichtung im Namen des Erzeugers, der von dieser Einbehaltung betroffen ist, eingezahlt.

Bei der Berechnung der für den betreffenden Zeitraum fälligen Abgabe wird dieser Vorschuss von der ggf. durch den Erzeuger geschuldeten Abgabe abgezogen. Nach diesem Abzug wird ihm der Restbetrag des Vorschusses ggf. erstattet.

Falls der Erzeuger keine Abgabe schuldet, wird der Vorschuss ihm erstattet.»

**Art. 3** - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

**Art. 4** - Der Minister der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 22. Oktober 2009

Der Minister-Präsident,  
R. DEMOTTE

Auf Vorschlag des Ministers für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft,  
ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe,  
B. LUTGEN

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 3682

[2009/204874]

**22 OKTOBER 2009. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 9 september 2004 betreffende de toepassing van de extra heffing in de sector melk en zuivelproducten**

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EG) nr. 1234/2007 van de Raad van 22 oktober 2007 houdende een gemeenschappelijke ordening van de landbouwmarkten en specifieke bepalingen voor een aantal landbouwproducten ("Integrale-GMO-verordening"), laatst gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 491/2009 van de Raad van 25 mei 2009;

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, inzonderheid op artikel 3, § 1, 1<sup>o</sup>, vervangen bij artikel 214, 1<sup>o</sup>, van de wet van 29 december 1990 houdende sociale bepalingen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 9 september 2004 betreffende de toepassing van de extra heffing in de sector melk en zuivelproducten;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de federale overheid;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 20 augustus 2009;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 4 september 2009;

Overwegende dat, enerzijds, in het nastreven van de versoepelingen die zijn opgestart in het quotabeheer, de uiterste datum voor de indiening van de aanvragen om definitieve overdracht (osmose) van een quotum leveringen in een quotum rechtstreekse verkopen of omgekeerd, alsook voor de indiening van definitieve overdrachtdossiers, naar 30 november dient te worden verplaatst en, anderzijds, de door de kopers van melk te verrichten afhouding om redenen van billijkheid dient te worden geuniformiseerd, wanneer de producenten hun quotum leveringen overschrijden, met het oog op de betaling van de eventuele heffing;

Gelet op het advies 47.185/4 van de Raad van State, gegeven op 7 oktober 2009, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 3, 1<sup>o</sup>, van het besluit van de Waalse Regering van 9 september 2004 betreffende de toepassing van de extra heffing in de sector melk en zuivelproducten worden de woorden "ten laatste op 31 juli van de eerste periode waarop deze wijziging betrekking heeft, indien het gaat om een verzoek voor het verkrijgen van een definitieve wijziging of de definitieve bepaling van referentiehoeveelheden. In geval van vrijmaking van het geheel of een gedeelte van de referentiehoeveelheden, zoals bedoeld in artikel 15, mag de aanvraag tot definitieve wijziging of definitieve vestiging van de vrij te maken referentiehoeveelheden echter worden ingediend tot 30 november van de betrokken periode" vervangen door de woorden "ten laatste op 30 november van de betrokken periode indien het gaat om een verzoek voor het verkrijgen van een definitieve wijziging of de definitieve bepaling van referentiehoeveelheden."

**Art. 2.** In artikel 18, § 2, van hetzelfde besluit wordt het vierde lid vervangen door wat volgt :

« Vanaf de zevende maand van de periode, namelijk vanaf oktober, wanneer de verbeterde hoeveelheden melk geleverd door een producent het quotum leveringen waarover hij beschikt overschrijdt, moet de koper, als voorschot op de eventuele heffing, een gedeelte van de prijs van de melk inhouden van alle leveringen van die producent die zijn quotum leveringen, die gekend is op het ogenblik van de overschrijding(en), overschrijden.

Voor de periode 2009-2010 bedraagt het gedeelte van de prijs dat als voorschot op de verschuldigde heffing wordt ingehouden, € 19 per 100 kilo of 97,1 liter geleverde melk. Het wordt door de koper gestort bij de Deposito- en Consignatiekas van de Federale Overheidsdienst Financiën, of bij elke bankinstelling, ten name van de door de heffing betrokken producent.

Bij de berekening van de heffing van de betrokken periode, komt dit voorschot in mindering van de door de producent verschuldigde eventuele heffing. In voorkomend geval, na die vermindering, wordt het saldo van het voorschot hem terugbetaald.

Bij gebrek aan door de producent verschuldigde heffing, wordt het voorschot hem terugbetaald. »

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 4.** De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 22 oktober 2009.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw,  
Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,  
B. LUTGEN